



Lutte OUVRIÈRE

Lettre d'information

Chaumont

Les profits s'envolent, les prix aussi : il faut imposer l'augmentation des salaires



La Bourse de Paris a fêté la semaine dernière l'envolée du CAC 40. Cet indice boursier a dépassé son précédent record historique, qui datait de l'an 2000.

Le monde capitaliste a de quoi se réjouir. Les financiers salivent devant les profits record annoncés par les grandes entreprises, notamment celles du luxe, comme LVMH, mais aussi celles de l'énergie.

Alors que chaque passage à la pompe assomme ceux qui doivent prendre la voiture, Total a engrangé 4,6 milliards au troisième trimestre 2021, multipliant ainsi ses bénéfices par 23, par rapport au même trimestre de 2020.

Les travailleurs paient plein pot pour que les profits s'accumulent !

Le patronat mène la lutte de classe férocement, imposant bas salaires, précarité, chômage et conditions de travail aggravées. L'envolée des prix est un coup de massue supplémentaire.

Après l'augmentation galopante des prix de l'énergie et des carburants, le prix du blé a bondi de 30 % et celui du pain commence à le refléter. Et les professionnels du secteur alimentaire veulent augmenter de 5 à 10 % des prix comme celui du sucre ou du lait.

Le ministre de l'Économie a osé dire que « quand on est payé au niveau du smic, on approche quasiment 1 500 € net par mois ». En clair : c'est bien assez. Quel mépris !

Le smic est à 1 260 € et le « quasiment » du ministre représente 240 € de plus. C'est

de l'argent de poche pour les capitalistes. Pour le monde du travail, ce serait une partie de l'augmentation nécessaire.

Car même 1 500 € ne permettent pas d'aller au bout du mois.

Pas une semaine ne passe sans qu'on entende patronat et gouvernement gémir à l'unisson sur le manque de main-d'œuvre, alors que le problème est la faiblesse des salaires.

Ni le patronat, ni le gouvernement ne feront de cadeaux au monde du travail.

Pour répartir la charge de travail entre tous et augmenter les salaires, pour répondre aux besoins de la population et mettre les moyens dans la santé, l'éducation, les transports, il faudra s'affronter à la classe capitaliste et au gouvernement à son service.

Il faudra aussi imposer que les salaires soient indexés sur le coût réel de la vie, afin que leur augmentation ne soit pas annulée par l'inflation.

L'euphorie actuelle de la Bourse démontre que les profits sont là. Mais elle est aussi un signal d'alarme : les centaines de milliards de liquidités disponibles nourrissent la spéculation et préparent le prochain krach.

Il est urgent que les travailleurs, qui font tourner toute la société, contestent la direction de l'économie à cette classe capitaliste irresponsable et nuisible.

Nathalie Arthaud

Vendredi

**12 novembre
2021**

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org/champagne>

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière
20 rue Jules Tréfousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

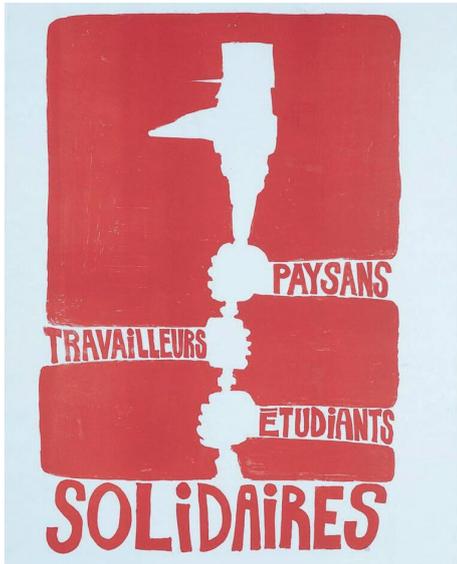
Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et imprimée
par des moyens militants.*

*N'hésitez pas à la soutenir
financièrement.*

Degaullemania : tous au garde-à-vous !



Les candidats de la droite, Castex et aussi Hidalgo et Montebourg se sont donné rendez-vous à Colombey-les-Deux-Églises pour l'anniversaire de la mort de De Gaulle, tandis que Marine Le Pen prévoit de lui rendre hommage à Bayeux.

À quelques mois de l'élection présidentielle, ils veulent tous mettre leurs pas dans ceux de ce général réactionnaire, anticommuniste, promoteur de la Françafrique et qu'une partie de la gauche qualifiait en 1958 de dictateur.

Il faut croire qu'un tel modèle les fait baver d'envie.



SNCF : Vétusté + sous-effectif + bas salaires = grève

Lundi 8 novembre, les cheminots étaient appelés à la grève, ce qui s'est ressenti sur le trafic des TER.

Les cheminots dénoncent le sous-effectif et le manque d'entretien du matériel. En effet, la direction, profitant du Covid, a fait en sorte de ne pas utiliser toutes les rames, pour éviter d'avoir à les entretenir. Ce manque d'entretien volontaire a fini par provoquer des pannes à répétition. Le travail est devenu plus difficile, la pression plus forte : des départs ont encore aggravé le sous-effectif, d'autant que les salaires sont au plus bas.

La réaction collective des cheminots est effectivement la seule solution pour résoudre ces problèmes.



Conseil d'agglomération : subventions directes et indirectes au privé

Un conseil d'agglomération s'est tenu jeudi 28 octobre.

Parmi les dossiers, il y avait une proposition d'investissement pour réaliser des arrêts de bus accessibles aux handicapés. Voici ce que j'ai déclaré :

« Ces investissements sont absolument nécessaires : je voterai pour. Mais je fais remarquer que Keolis a la part belle. Ce n'est pas à cette entreprise d'investir, mais à la collectivité.

Pendant ce temps, ils ne font que traquer la moindre économie pour dégager du profit. Les usagers en pâtissent, et les salariés aussi : ils le font d'ailleurs savoir en se mobilisant.

Puisque la seule préoccupation de Keolis est de faire du profit et puisque tous les investissements sérieux doivent être assurés par l'agglomération, il est plus que temps que ce service revienne à une gestion publique. »

Autre dossier : redéfinir la carte

scolaire. D'après la majorité, ce nouveau découpage permettrait d'éviter les fermetures de classes. J'ai voté contre ces illusions :

« Le problème n'est pas de définir une bonne carte scolaire, car il n'en existera pas tant que la politique menée par Macron et Blanquer continuera à rechercher des économies dans l'éducation.

Faire croire qu'une nouvelle carte scolaire changerait quoi que ce soit est, au mieux, une illusion. Le problème est d'obliger l'État à inverser ses priorités, à arrêter de financer à fonds perdus les grands groupes capitalistes pour réserver l'argent public à embaucher là où c'est nécessaire, comme, par exemple ici, dans l'éducation.

Quelle que soit la carte scolaire, on pourrait mettre des moyens partout, de manière à arriver à des classes à 15 élèves maximum. On se retrouverait

alors à ouvrir des classes dans toutes les écoles. »

Enfin, comme tous les ans, a été présenté le mode de calcul de la subvention à l'école privée Oudinot. Des élus ont exprimé des désaccords avec la loi qui oblige à financer le privé. Mais il n'y en a eu que 4 pour voter clairement contre. Je me suis déjà exprimé sur le sujet, je me suis donc borné à rappeler que *« je suis toujours opposé au financement des écoles privées par les fonds publics, quoi qu'en dise la loi. »*

Sylvain Demay (élu Lutte ouvrière)

**Permanence de Lutte
ouvrière à Chaumont :
Rendez-vous
samedi 13 novembre
10h30 près du marché**